



Au sommaire de ce numéro

Renoncer à la croissance <i>Thomas Coutrot</i> ; La grande bifurcation <i>G. Duménil, D. Lévy</i>	2
Les riches ont-ils gagné la partie ? <i>J-P Allétru</i>	3
Lexique de la langue de bois <i>ATTAC Bagneux</i> ; Talk about frustration, blague envoyée par <i>C. Schulz</i>	4
TAFTA par <i>C. Latreille</i> , monter sur les planches, par <i>La troupe triple A</i> , Cuba, vu par <i>Pierre Colas</i>	5 et 6
L'eau en Ile-de-France, <i>JL Michniak</i> , livres et films conseillés, <i>C. Duard, R. Zaharia, M. Benassi</i>	7 et 8

Bulletin d'adhésion en fin de journal

Plus que jamais, nous avons besoin d'Attac !

**Attac a besoin de vous !
N'attendez pas pour régler votre cotisation 2014**

Si vous êtes assujéti à l'impôt sur le revenu, vous pourrez déduire 66% de votre cotisation du montant de votre impôt.

30 % de votre cotisation est reversée à votre comité local (dans les Hauts de Seine, Attac 92), le solde permettant à Attac France de financer et articuler les campagnes nationales et internationales

Ecrivez, envoyez des articles !

**Diffusez, par courriel ou sur papier...
Abonnez vos parents, vos amis !
Il vous suffit de nous le demander.
Faites-leur plaisir!**

Le FN à 25%, le Parti Socialiste à 15% : la soumission de François Hollande aux politiques européennes d'austérité se paie très cher. 59 % de la dette publique est illégitime :

stop à l'austérité !

Communiqué ATTAC 27 mai

L'audit de la dette publique publié aujourd'hui par les experts du Collectif pour un audit citoyen est un pavé dans la mare des politiques d'austérité : sur les 1950 milliards d'euros de dette publique accumulés depuis trente ans, près de 600 milliards sont dus à des taux d'intérêts excessifs, et près de 500 milliards proviennent des cadeaux fiscaux consentis principalement aux riches et aux actionnaires. Au total, pas moins de 59% de la dette publique est illégitime. Pour stopper l'austérité qui dope le FN et ses amis, il faut sans tarder engager une restructuration des dettes publiques en France et en Europe.

Le FN à 25%, le Parti Socialiste à 15% : la soumission de François Hollande aux politiques européennes d'austérité se paie très cher. L'austérité rassure les marchés financiers mais désespère les peuples. **Entendre le message des urnes, pour un gouvernement de gauche, ce serait remettre en cause le pouvoir des marchés**, en commençant par leur principale arme aujourd'hui : la dette publique. Le rapport publié aujourd'hui par le Collectif pour un audit citoyen de la dette publique montre que c'est légitime et possible.

Si la dette a augmenté c'est d'abord parce que l'État a multiplié les exonérations pour les ménages aisés et les grandes entreprises : de ce fait la part des recettes de l'État dans le PIB a chuté de 5 points en 30 ans. Si l'État avait préservé ses recettes au lieu d'organiser ses déficits, la dette publique serait aujourd'hui inférieure de 24 points de PIB (soit 488 milliards €) à son niveau actuel.

D'autre part des taux d'intérêt excessifs ont provoqué un « effet boule de neige » qui pèse très lourdement sur la dette actuelle. Si l'État, au lieu de se financer depuis 30 ans sur les marchés financiers, avait recouru à des emprunts directement auprès des ménages ou des banques à un taux d'intérêt réel de 2 %, la dette publique serait aujourd'hui inférieure de 29 points de PIB (soit 589 milliards €) à son niveau actuel.

Au total, pas moins de 59% de l'actuelle dette publique proviennent des cadeaux fiscaux et des taux d'intérêts excessifs. Ces conclusions montrent l'illégitimité d'une très large partie de cette dette. **Les politiques d'austérité imposées aux populations au nom de son remboursement sont donc absurdes économiquement, dangereuses politiquement et injustifiables** du point de vue de l'intérêt général : cette dette publique n'a été creusée qu'au bénéfice de l'oligarchie financière, celle-ci doit supporter le coût de son annulation. Comme le propose le rapport du Collectif, **il faut sortir les États des griffes des marchés financiers. Il y a urgence démocratique !**

"Il faut renoncer à la croissance économique", la nouvelle doctrine d'Attac

Entretien avec **Thomas Coutrot** samedi 21 décembre 2013 Propos recueillis par **Hervé Kempf**

Attac a quinze ans. Mouvement au cœur de l'altermondialisme, son histoire en reflète les échecs et les succès. Son porte-parole, Thomas Coutrot, raconte comment l'écologie est entrée dans le logiciel du mouvement, et évoque l'explosion du système du fait du blocage du capitalisme.

Née en 1998, l'Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (Attac) a fêté son quinzième anniversaire. L'occasion de remonter l'histoire trépidante du début du XXIe siècle, et de s'interroger sur la situation présente : la force des alternatives s'imposera-t-elle à un système figé, ou la seule issue est-elle l'explosion ? On en discute, avec Thomas Coutrot, économiste et porte-parole d'Attac.

Reporterre - Quelle est l'histoire d'Attac ?

Thomas Coutrot - Attac est né en même temps que le mouvement altermondialiste, dont la première grande date marquante a été 1999, avec le sommet de l'OMC (Organisation mondiale du commerce) à Seattle : de grandes manifestations s'y sont déroulées, manifestant l'émergence du mouvement. C'est le moment où l'on commence, à la suite des crises financières en Asie et en Amérique Latine dans les années 1990, à s'apercevoir des pouvoirs exorbitants dont dispose l'industrie financière et des ravages qu'elle fait subir aux sociétés. Donc, le mouvement altermondialiste se développe contre le libre-échange, contre l'OMC, contre l'AMI (Accord multilatéral sur l'investissement). Et puis, l'idée a été avancée par Ignacio Ramonet, du *Monde diplomatique*, d'appliquer la taxe Tobin, une taxe sur les mouvements de capitaux : cette idée a fédéré plein d'acteurs associatifs ou intellectuels qui se rendaient compte qu'il fallait faire cause commune, parce que les combats des différentes causes - syndicale, écologique, féministe, des droits de l'homme, de solidarité internationale -, ces combats séparés se heurtaient à un adversaire extrêmement puissant. Isolé, aucun ne pouvait plus obtenir d'avancée.

Attac en France est rapidement devenue une association de masse. En 2002, elle y comptait trente mille adhérents et plusieurs dizaines de comités locaux, avec un essaimage dans des pays européens, africains, latino-américains et même asiatiques. Le Forum social mondial a été créé en 2001 à Porto Alegre, au Brésil, et Attac y a joué un rôle important. (...)

- Refusez-vous explicitement le terme de croissance ?

- Depuis 2008-2009, le terme de « croissance » n'apparaît plus positivement dans les textes d'Attac. On considère que la croissance n'est pas la solution. On est pour une économie sans croissance, pour ce qu'on appelle la décroissance sélective. Il y a des secteurs qui doivent décroître, d'autres qui doivent croître.

- Et pourquoi l'avez-vous abandonnée ?

- A cause de la prise de conscience qu'on ne peut pas découpler la croissance du PIB (produit intérieur brut) et l'émission de CO₂. Le découplage absolu est une impossibilité et il faut en tirer les conséquences. Intellectuellement, c'est l'argument décisif. On ne peut pas découpler la croissance économique de la progression des émissions de gaz à effet de serre, donc il faut y renoncer.

- Comment définirais-tu le projet économique d'Attac ?

- C'est un projet de démocratie économique. Même une économie stationnaire connaîtra du changement. L'histoire de l'humanité ne sera pas figée une fois pour toutes. Il y aura du développement de certaines productions et des abandons d'autres. Donc la trajectoire de développement doit résulter de la délibération démocratique articulée à tous les niveaux. C'est ce que certains appellent la planification participative avec l'idée qu'il y aura toujours une économie marchande. Le marché est un outil économique beaucoup plus ancien que le capitalisme et lui survivra. Mais les forces du marché ne doivent pas déterminer les trajectoires du développement économique des sociétés. Ceci doit être fait par les délibérations démocratiques articulées au niveau local, régional et international (...).

L'article intégral peut être lu dans <http://www.reporterre.net/spip.php?article5196>

Un livre de **Gérard Duménil** coécrit avec **Dominique Lévy** :

La grande bifurcation. En finir avec le Néolibéralisme (La Découverte).

Politis (30 janvier) rend compte de cet ouvrage : Gérard Duménil et Dominique Lévy, deux économistes « hétérodoxes », chercheurs au CNRS, affirment que nos sociétés sont confrontées à une « grande bifurcation ». Et s'interrogent : quelle nouvelle phase de l'histoire des sociétés humaines succèdera au capitalisme néolibéral ? Les auteurs présentent un cadre théorique très documenté pour interpréter la conjoncture historique actuelle. Ils défendent une alternative de gauche et une thèse reposant sur un progrès social passant par la capacité politique d'ébranler les grands réseaux financiers capitalistes et la connivence entre propriétaires et hauts gestionnaires. Une condition pour concevoir un nouveau compromis de classe à gauche en Europe.

Hors-série n° 6, juin 2014

Les riches ont-ils gagné la partie ?

Réflexions à partir de l'ouvrage de Michel Rocard « *Si la gauche savait* »

Jean-Paul Allétru

Rendant compte du livre de Jean-Louis Servan – Schreiber *Pourquoi les riches ont gagné la partie*, Françoise Fressoz, dans *le Monde* du 18 janvier, écrit : « C' est comme si tout un pan de l' idéologie française s' écroulait. Fin du socialisme ! (…)

Non seulement il est impossible de faire rendre gorge aux riches dans un monde globalisé sans fiscalité ad hoc, mais une telle ambition est parfaitement contre-productive car les riches ont gagné la partie. Ils sont les maîtres du monde. Aucun gouvernement ne peut réussir sans eux. C' est eux qui créent la croissance, devenue le plus puissant moteur de lutte contre la pauvreté. Eux qui fabriquent l' emploi, devenu le principal facteur de stabilisation des démocraties. Eux que l' Etat impécunieux appelle au secours dans des secteurs clés comme l' éducation, la santé, la recherche. »

Les néolibéraux triomphent, et peuvent débiter leurs sophismes… Mais si leur victoire du moment n' était qu' une victoire à la Pyrrhus ? Le dernier mot de l' histoire n' est pas dit.

L' émancipation humaine est un long combat, avec ses flux et reflux, ses hauts et ses bas.

Il faut régénérer la politique. Seuls 8 % des Français, selon une enquête annuelle réalisée par Ipsos-Steria (*pour Le Monde*, 22 janvier), déclarent avoir « tout à fait » ou « plutôt confiance » dans les partis politiques. On a rarement atteint un tel niveau de défiance. Le PS est au premier chef frappé par ce discrédit. Ce n' est pas, loin de là, la première fois. C' est pourquoi il est intéressant de méditer l' histoire de ce parti.

Dans « *Si la gauche savait* » (éditions Robert Laffont, 2005 - on trouvera mes notes de lecture sur ce livre ici : https://local.attac.org/attac92/IMG/pdf/ndl_jpa_201401_si_la_gauche_savait_michel_rocard.pdf), où Michel Rocard, interrogé par Georges-Marc Benamou, retrace son itinéraire politique, on trouvera son analyse de « la **mauvaise exception française** » de sa famille politique, et des **différentes « morts » du PS**. Paradoxalement, on trouvera dans ces analyses des raisons d' espérer.

Voici en substance ce qu'écrit Michel Rocard.

Premier handicap du parti français : il a été **créé en 1905, c' est-à-dire après la victoire du mouvement démocratique**. La part d' « affectio-militantisme » née de l'immense combat républicain n' a pas profité aux socialistes français comme elle a profité aux socialistes européens, cela nous a privés de centaines de milliers de militants qui, sous la III^e République, sont allés au Parti radical, ou nulle part.

Notre **deuxième handicap**, c' est le **divorce d' avec le monde syndical**. En 1905, l'Internationale sociale-démocrate, agacée des divisions parmi les socialistes, donne raison à Guesde le marxiste contre Jaurès. Il lui fallait étouffer les relents proudhoniens et travaillistes présents dans la gauche française. Pour Guesde, c' est à la direction du parti qu' incombe la tâche de fixer la ligne générale du combat ouvrier, que doivent relayer syndicats, mutuelles, coopératives, mouvements de jeunesse et associations diverses. Au vu de cette orientation, c' est toute la CGT qui explose de colère et passe, unanime, à l' anarchie syndicaliste. La charte d' Amiens (1906) est une excommunication des politiques supposés incompétents et « bourgeois ». Conséquence : tout militant syndiqué a été dissuadé d' adhérer au Parti socialiste. Il ne s' en est jamais remis. C' est pourquoi il n' est pas et n' a jamais été une social-démocratie, au sens historique et sociologique que le terme a en Europe centrale et du Nord. **Le Parti socialiste français restera un petit parti** qui, tout au long de son histoire, va se limiter à rassembler quiconque a envie d' être conseiller municipal, ou plus, et quelques curieux.

Les socialistes français avaient eu leur « **première mort** », au moment du **congrès de Tours (1920)**, quand la majorité du parti avait choisi le marxisme-léninisme. Ensuite, il y a avait eu la **dérive fasciste d' une bonne part de la mouvance SFIO**, qui, avec notamment Marcel Déat, avaient servi Vichy et la Collaboration. Et voilà que, sous le gouvernement Mollet, la SFIO allait se fracasser sur la **guerre d' Algérie : « troisième mort »**...

L' échec effroyable de la répression en Algérie, l' effondrement de la IV^e République et l' arrivée au pouvoir du général de Gaulle vont effacer le parti de la vie politique pour treize ans. Il restera à peine 50 000 militants, pour moitié conseillers municipaux, et d' une moyenne d' âge frisant les 60 ans. Coma prolongé jusqu' au réveil dû à François Mitterrand.

Dans l' intervalle, il y a eu la scission de **1958**, donnant naissance au **PSA** (Depreux, Savary, Verdier, Rocard, rejoints en **1959** par Mendès-France- l' adhésion demandée par Mitterrand lui est refusée). Le PSA agrège d' autres structures, des anciens du PC (François Furet, Serge Mallet, Jean Poperen), et des cathos de choc, pour former le **PSU** (parti socialiste unifié).

Dans la « gauche non communiste », comme on disait à l' époque, outre la SFIO décadente, le vieux Parti radical-socialiste et le PSU (12 000 membres), il y avait la Convention des institutions républicaines de Mitterrand (ils n' étaient que 300), et le club Jean Moulin (150). Dans pas mal de têtes, il y avait l' idée qu' une OPA était possible.

Mitterrand se présente à l' élection présidentielle de **1965**, et dans la foulée lance, la **FGDS** (fédération de la gauche démocrate et socialiste : SFIO, Parti radical, Convention des institutions républicaines, Club Jean-Moulin).

Arrive **Mai 68** : le très beau défilé République-Denfert-Rochereau du 13 mai, où était réuni l' ensemble des syndicats sauf la CFTC - la CGT, la CFDT, le PCF et le PSU venaient apporter leur soutien à l' UNEF ; les accords de Grenelle, les hésitations de Mendès-France. Le 30 mai, de Gaulle reprend la main en annonçant la dissolution de l' Assemblée nationale. La gauche va à la bataille en ordre dispersé, et se fait écraser.

En 1969, Savary, qui a rejoint la SFIO, en devient le premier secrétaire. La SFIO devient « Nouveau parti socialiste ». De Gaulle annonce un référendum sur la régionalisation. De Gaulle perd le référendum, démissionne. A la SFIO, pour l'élection présidentielle, le candidat Defferre est investi, contre Savary. Et, bien qu'en tandem avec Mendès-France, ne recueille que **5% des suffrages**. Rocard fait 3,66 % des voix. Pompidou est élu.

En 1971, Mitterrand négocie son entrée au PS et, avec l'aile de l'aile gauche, le CERES de Chevènement, il en prend la tête (**au congrès d'Epinay, qui marque la renaissance du PS**). Il lance aussitôt des négociations avec le PC, qui aboutiront au **Programme commun (1972)**.

1974. Mort de Pompidou. Mitterrand, candidat unique de la gauche, manque l'élection de peu (Giscard sera élu). Rocard, qui avait participé à la campagne de Mitterrand, rejoint le PS lors des « **assises du socialisme** », avec une partie du PSU, accompagné par des militants de la CFDT (dont Jacques Chérèque). Le PSU s'est dissous quelques années plus tard...

1981, Mitterrand est élu président de la République. 1986, la gauche perd les élections et c'est la première « cohabitation », avec Jacques Chirac premier ministre. Mitterrand, réélu en 1988, nomme Rocard premier ministre (RMI, CSG, ...) jusqu'en mai 1991.

Après la débâcle électorale de 1993, le PS entre en coma prolongé. Chirac est élu président en 1995, et, divine surprise, dissout l'Assemblée nationale en 1997. La gauche gagne les élections, et Jospin sera Premier ministre jusqu'en 2002 (recul du chômage, 35 heures, quelques grandes lois sociales comme la CMU, quelques grandes avancées sur le plan des moeurs).

Suivront, comme chacun sait, dix années de gouvernement de droite, puis l'élection de François Hollande en 2012. Et aujourd'hui, le PS revenu au pouvoir (plus par rejet de Sarkozy que par adhésion à un projet assez flou...) s'écarte à nouveau des aspirations du « peuple de gauche ».

Les raisons d'espérer dans tout ça ?

Si à différentes périodes de son histoire, la « gauche » a connu de profondes divisions (avant 1905, et aujourd'hui), ou un grand discrédit (comme en 1957, à cause des drames de la guerre d'Algérie, ou en 1993, période où Tapie était montré en exemple, ou comme aujourd'hui), elle a, à plusieurs reprises, su se rassembler (1905), ou se régénérer (création du Parti socialiste en 1971, assises du socialisme en 1974), grâce à l'apport de **forces politiques qui, bien que peu nombreuses, ont fini par avoir gain de cause, parce qu'elles avaient une analyse juste de la situation**).

Aujourd'hui encore, elle doit pouvoir se rassembler et se régénérer : **une nouvelle synthèse jaurèssienne est possible et nécessaire**.

Même s'ils paraissent peu nombreux, et peu entendus, ceux qui aujourd'hui s'élèvent contre les inégalités, contre la domination de la finance, contre le libéralisme et l'oligarchie, pour une démocratie active, pour une société solidaire et respectueuse de la nature, finiront eux aussi par voir leurs idées triompher.

Petit lexique de la langue de bois automatique des médias et du pouvoir

Groupe local ATTAC

Bagneux

d'après ACRIMED

Experts : la douzaine d'abonnés aux plateaux médiatiques venant invariablement expliquer aux braves gens (des grands enfants incapables de comprendre par eux-mêmes) que le gouvernement prend les seules mesures possibles. Les « Economistes atterrés », les animateurs d'Attac, les journalistes indépendants de l'argent sont rarement invités comme « experts ».

Crise : état permanent, force quasi-surnaturelle, prétexte à demander au peuple (mais pas aux financiers) toujours plus de sacrifices.

Idéologies : idées contestant l'ordre dominant. « Fin des idéologies » : il ne reste que MES idées.

Réforme : quand le gouvernement impose UNE réforme, cela s'appelle La réforme, la seule, la vraie. S'y opposer quand elle ne favorise que les revenus du capital et qu'elle dissout l'Etat social, c'est « se crispier sur la défense de droits acquis », et être un « front du refus » dont les propositions pour une autre réforme sont censurées.

Restucturation : ou encore « réforme structurelle », faite le plus souvent de coupes dans les dépenses publiques, licenciements, remise en cause des protections sociales.

Corporatisme : maladie des salariés qui défendent leurs droits. Les financiers qui défendent leurs profits ne sont pas « corporatistes » mais « responsables ».

Talk about frustration! une blague envoyée par *Christiane Schulz*

"Your password has been in use for 60 days and is now expired - you must register a new one."	'roses'
"Too few characters."	'pretty roses'
" You must use at least one numerical character."	'I pretty rose'
"You cannot use blank spaces."	'Iprettyrose'
"You cannot use less than 10 characters."	I fuckingprettyrose'
"You must use at least one upper case character."	'1FUCKINGprettyrose'

Hors-série n° 6, juin 2014

"You cannot use more than one upper case character consecutively."

'lFuckingPrettyRose'

"You must use no fewer than 20 total characters."

'lFuckingPrettyRoseShovedUpYourAssIfYouDon'tGiveMeAccessRightNow'

" Sorry, that password is already in use"

Le projet de grand marché transatlantique ou TAFTA (TransAtlantic Free Trade Agreement)

Claude Latreille

Un débat sur l'accord commercial Union européenne/Etats-Unis en cours de négociation s'est tenu lors de l'A. G. d'ATTAC92, le 5 avril dernier. Il a été introduit et animé par Frédéric Viale, membre du CA et de la Commission Europe d'ATTAC.

Les pourparlers entre les Etats-Unis et la Commission européenne, mandatée par les chefs d'Etat et de gouvernement des membres de l'Union, ont été ouverts à l'été 2013. Ils étaient l'aboutissement de plusieurs années de lobbying des groupes industriels et financiers européens et américains. La complexité de cet accord bilatéral ne permettra pas une signature avant plusieurs années, à en juger par les négociations d'un projet identique avec le Canada qui durent depuis quatre ans. Ce ne sera pas trop de temps pour tenter de s'informer, d'analyser et de combattre des textes concoctés dans la plus grande opacité, à l'abri des regards critiques et de la compréhension... bornée... des citoyens, pourtant directement concernés.

Raisons officielles de cette opacité : le sujet est trop technique et peu médiatique.

Craintes réelles : il ne faudrait pas être confronté de nouveau à la mobilisation citoyenne internationale comme dans le passé à Seattle, à Doha pour les rounds de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) ou pour l'accord multinational sur les investissements (AMI) ou pour le traité constitutionnel européen à Paris et à la Haye.

Mais de quoi s'agit-il ?

De rien moins que de parfaire la politique libérale de l'ère Thatcher/Reagan et développée par l'OMC et par les accords commerciaux bilatéraux et régionaux qui se multiplient.

Il s'agit d'étendre, au profit du secteur privé, la libéralisation des échanges à toutes les activités humaines, et ceci à tous les niveaux de gouvernance (Etats, régions, départements, communes) des deux plus grands espaces économiques mondiaux (50 % du PIB mondial, 1/3 du commerce international).

Les partenaires s'emploient donc

- à démanteler les droits de douane qui concernent les producteurs et sont encore importants dans le secteur agro-alimentaire ;
- à abolir les barrières non-tarifaires qui protègent les consommateurs : normes et régulations sociales, sanitaires, environnementales et culturelles ;
- à adopter le principe –erroné- d'équivalence des produits (un bœuf est un bœuf, qu'il soit ou non élevé aux hormones) ;
- plus grave encore, à légaliser un processus de règlement des différends dit « investisseur-Etat » ; selon ce principe, ce sont des arbitres indépendants des juridictions nationales qui pourraient condamner des Etats pour toute atteinte à la liberté des investissements étrangers.

En d'autres termes, un tel accord donnerait priorité à la compétitivité sur la protection, favoriserait les multinationales de l'économie et de la finance sans tenir compte des causes et des méfaits de la crise dont nous ne parvenons pas à nous sortir. Il déléguerait au secteur privé la maîtrise des choix et placerait le droit de la concurrence au-dessus de la souveraineté des Etats. Il livrerait l'économie au profit, au détriment de 800 millions de consommateurs.

Et comme ce sont les standards de production et de consommation du partenaire le plus fort qui s'imposeraient, ce serait une renonciation de l'Union européenne à défendre ses valeurs, qui ne sont pas les mêmes que celles des Etats-Unis, beaucoup moins soucieux de respecter les droits du travail, de la vie privée, de développer la protection de la planète et de combler le fossé qui se creuse toujours plus entre les possédants et les autres.

Les Chefs d'Etat européens se sont lancés dans ces pourparlers en croyant en tirer avantage en matière de croissance et d'emploi, alors que leurs effets destructeurs seraient considérables. La pratique de ce type d'accord est là pour nous alerter : l'ALENA (accord de 1994 entre Etats-Unis, Canada et Mexique) a eu un coût social et économique très élevé pour le pays le plus faible. De plus, l'orientation profondément libérale de l'Union européenne, dominée par les grands groupes, ne nous incite pas à faire confiance à la Commission européenne pour défendre nos intérêts de consommateurs.

Mais alors que faire ?

Le commerce international relève bien de l'Union mais celle-ci se trompe de stratégie. Pour sortir de notre marasme, ce n'est pas la marchandisation de nouveaux pans de l'économie qu'il faut organiser mais, entre autres actions, la relocalisation des activités agricoles, l'agro-écologie, l'agriculture paysanne...

La mobilisation de la société civile commence, des deux côtés de l'Atlantique, à obtenir des résultats. Il faut donc continuer à agir pour arrêter les négociations avec les Etats-Unis, comme avec le Canada (l'AECEG, accord économique et global). S'informer et faire passer l'information autour de soi. Interpeller les candidats aux élections européennes. Créer des événements. Signer l'initiative citoyenne européenne, amorcée en septembre dernier.

Car nous refusons cette loi –cynique- du « libéral au plus haut niveau », de même que toute extension des politiques de libre-échange qui ne seraient pas assorties de mesures de correction de leurs effets néfastes pour la qualité des produits, pour la santé des populations et pour l'environnement.

Pour en savoir plus : présentation du TAFTA, par Frédéric Viale : http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=Qi3On-84FdE#t=0

Pour agir, contacter par exemple : stoftafta92sud@gmail.com

Plancher sur l'économie ou monter sur des planches ?

La réponse joyeuse d'une troupe de militants d'Attac.

... Ils partirent à 15 mais par un prompt renfort les voilà désormais une trentaine à se relayer pour monter sur les planches. Comme vous citoyens, militants, ils sont loin d'être des experts en finance et la plupart d'entre eux n'avaient jamais fait de théâtre.

Mais il y a deux ans, à Nice puis à Paris ils ont vu jouer la pièce " Le Tribunal populaire des Banques ", écrit par J.-P. Ramat et mis en scène par Fabienne Brugel de la Compagnie NAJE (Nous n'Abandonnerons Jamais l'Espoir), sur une idée d'ATTAC France. Naje est une compagnie théâtrale qui met son énergie et son talent à la disposition des citoyens pour favoriser la transformation sociale et politique, et a laissé ce texte libre de droits pour cet objectif militant.

Et ils ont été emballés par ce texte satirique et didactique sur les rouages du système financier.

Au point de franchir le pas, s'emparer du texte, retrousser leur manche et avec l'aide précieuse de Fabienne Brugel, ils sont devenus indien, banquier, juge, trader, avocat, américain, grec, exportateur de bananes...

Un militantisme joyeux, ludique mais instructif qu'ils portent depuis bientôt deux ans en ouverture de nombreux débats.

Depuis le 21 mars 2012, date de leur « première », ils ont joué plus de 25 fois en région parisienne ou quelque fois en province, à Liévin, Bourges, Orléans, Lille, Dieulefit, Toulouse.

Tous motivés par cette façon ludique mais très attractive d'introduire une discussion sur la finance et ses dérives. Sollicités par des associations diverses, bien sûr les comités locaux d'ATTAC, mais aussi des associations citoyennes, lors des forums de la solidarité, ils se sont débrouillés pour répondre présents.

Répétitions le soir, déplacements, trucs, fou rires, trous de mémoire, changements de rôle, mais aussi applaudissements, richesses des échanges, espoirs partagés, énergie communicative, joie de créer modestement, avec des ratés mais toujours avec enthousiasme, un espace où partager les alternatives qu'ils veulent défendre pour une autre finance au service d'une autre société.

Ils ont été souvent accompagnés chaleureusement dans les débats par Dominique Plihon, Jean Gadrey, Mireille Bruyère, et bien d'autres.

Le 18 janvier c'est la MJC de Fresnes qui les a accueillis, à l'initiative des comités locaux d'Attac 92 et 94, du comité Roosevelt 94 et des Amis de la terre du Val de bièvre : une salle pleine à craquer (près de 200 personnes), un débat riche et vif, une soirée qui s'est prolongée jusqu'à presque minuit, tant nous avons tous à échanger.

Merci à NAGE d'avoir écrit et mis en scène pour Attac un texte si pertinent, d'avoir su donner confiance et conseils patients aux premiers qui se sont jetés à l'eau, à cette troupe qui vit et grandit dans cette étonnante aventure.

Et bienvenu à tous ceux qui veulent nous accueillir ou nous rejoindre ! (contact : attac92 Clamart, attac92 cables, attac92 paris 19-20°)

Et n'oubliez pas le DVD NAJE/ ATTAC, belle captation de la représentation par NAJE du Tribunal Populaire des Banques au théâtre de l'épée de bois - cartoucherie de Vincennes. Projeté sur un grand écran, c'est une introduction d'une actualité toujours brûlante à vos débats.

Fabienne, nous n'abandonnerons jamais l'espoir ...
Amis)

La troupe triple A (comédiens Amateur d'Attac et

Connaissez-vous Cuba ?

Pierre Colas

Huit jours sur place sans parler l'espagnol, voilà ma seule expérience du sujet et malgré tout j'ai l'impression que cela vaut d'être partagé.

A peine sortie de l'époque « Fidel », la Havane se ravale à grande vitesse et c'est spectaculaire par la restauration des superbes bâtiments de style espagnol qui forment le front de mer et la partie ancienne de la ville. Avec une température idéale et sans moustiques cela constitue un attrait touristique certain.

Ce qui m'a marqué et dont j'ai plaisir à parler, c'est l'équilibre humain qui est partout palpable. Les Cubains sont pauvres mais instruits, en bonne santé et sensiblement égaux. De ce point de vue ils préfigurent ce que nous pourrions être en abandonnant notre fuite en avant du toujours plus! Et, malheureusement le tourisme en distribuant des pourboires fait qu'un guide est plus payé qu'un ingénieur, un médecin ou un professeur.

Les causes de la pauvreté sont partout visibles. Mécanisation des campagnes inexistante et vétuste, taxis équipés de voitures américaines des années 60, prouvent que le blocus américain a été d'une efficacité redoutable. La politique d'ouverture de Raul Castro commence à porter ses fruits et quelques voitures Renault et Peugeot en sont la preuve, tout comme la restauration des anciens bâtiments.

Hors-série n° 6, juin 2014

Sans le blocus qui paralyse toute évolution n'y a-t-il pas place pour une société égalitaire et non suicidaire comme la nôtre??? Le musée Che Guevara, qui fait partie du circuit standard, fait découvrir l'histoire du pays et de ses relations avec les U.S. Chaque point mériterait d'être vérifié, mais l'histoire du cuirassé Maine en rade de la Havane dont l'explosion entraîne la guerre des U.S contre l'Espagne et la prise de possession de l'île, rappelle curieusement d'autres entrées en guerre des U.S. La convivialité est partout. A peine arrêté à l'ombre avec ma petite fille de 10 ans, une femme qui était assise à côté a voulu la prendre sur ses genoux, a admiré ses yeux bleus, et a fini par lui offrir un collier en graines.

En conclusion voilà un voyage touristique et...instructif.

L'eau en Ile-de-France

Jean-Louis Michniak

Voici un bref retour sur cette réunion de réflexions-échanges "l'eau en Ile-de-France" organisée samedi 7 décembre par deux organisations, "Ile-de-France environnement" (idfe), représentée par son président, Michel Riottot, ingénieur de recherche (labo d'endocrinologie) et chercheur CNRS ; et "Coordination Eau Ile-de-France" (CEIDF), avec son co-Président, Daniel Hofnung, Président d'Attac 94, Membre du CA % France.

NB: Attac 92 est membre de CEIDF depuis plusieurs années.

Cette rencontre de plusieurs dizaines de personnes avec des militants de diverses associations qui agissent contre la marchandisation de l'eau, pour une "gestion publique et démocratique de l'eau, bien commun accessible à tout le monde", pour une "véritable prise de conscience de notre destin commun avec le vivant (faune et flore)" a été très dense, et un agréable moment de partage d'études, d'analyses et de propositions !

Il y a eu aussi un dialogue avec des élus politiques, notamment Jacques Perreux, Conseiller Régional (94 Vitry), qui note que les franciliens commencent à se réapproprier l'eau, c'est "un moment de retour de balancier vers la gestion publique" ... mais c'est "important de pousser les acteurs", pour enrayer les "inerties" ; Anne Le Strat, Docteur en géographie politique, Adjointe au Maire de Paris, chargée de l'eau et assainissements, gestion des canaux, Présidente de Eau de Paris (Régie/ Etablissement public "EPIC" qui depuis 2009 remplace avec beaucoup de résultats la gestion privée/DSP).

"Toxique planète, le scandale invisible des maladies chroniques", d' André Cicoella

(Editions du Seuil, 310 pages, 19€)

André Cicoella, engagé dans le monde associatif, syndical et politique, a une expérience de plus de quarante ans de chercheur chimiste toxicologue. Il préside le Réseau Environnement Santé qui, menant des campagnes telles que celle contre le bisphénol A, montre qu'il est possible d'agir ici et maintenant, de penser globalement et d'agir localement.

Depuis de longues années, la communauté scientifique a accumulé les preuves du lien entre l'épidémie de maladies chroniques (maladies cardio-vasculaires, cancer, maladies respiratoires, obésité, diabète, maladies neurologiques et troubles de la reproduction) et l'environnement au sens large (pollution de l'air et de l'eau, conditions de travail et d'habitat, alimentation, mode de vie).

Cette épidémie affecte tous les pays de la planète, y compris les plus pauvres. La vision d'un monde qui serait partagé entre des pays riches touchés par les maladies non transmissibles, qui seraient la conséquence du vieillissement, et en quelque sorte la rançon du progrès, et des pays pauvres, touchés par des maladies infectieuses et la faim, apparaît de moins en moins pertinente.

La mobilisation de la société civile sera décisive pour faire émerger le nouveau modèle de société écologiquement et socialement responsable. Il y a urgence.

Les notes de lecture de J-P Allétru de cet ouvrage très documenté (pas moins de 377 références) peuvent être lues sur <https://local.attac.org/attac92/spip.php?article2268>

"Ondes, science et manigances"

un film conseillé par *Caroline Duard*

Je l'ai vu en avant-première à Paris à l'invitation de l'association Agir pour l'environnement.

Les producteurs cherchent actuellement des chaînes pour acheter le film, je ne pense pas qu'il sera beaucoup diffusé en salle mais il peut être commandé en version DVD sur Internet.

Ce film est intéressant car il explique bien comment la science ou soi-disant science a peu à peu envahi l'industrie. L'exemple donné dans le film est celui des téléphones portables.

Depuis plusieurs années maintenant, la mobilisation contre les antennes de téléphonie augmente. Les citoyens constatent les effets néfastes pour la santé d'une exposition prolongée aux ondes émises par les appareils. Pourtant les états, les industriels et une partie de la communauté scientifique affirment que les normes sanitaires nous protègent. Ainsi, le film suit le parcours de lanceurs d'alerte, citoyens, journalistes, scientifiques, élus, mais aussi de ceux qu'on appelle les "hyper électro-sensibles"

qui ne supportent pas les ondes et doivent de fait s'exclure en quelque sorte de la société pour ne pas subir d'affreux maux de tête et d'autres troubles.

Ce film dévoile comment, à l'instar du lobby du tabac, les industriels de la téléphonie mobile ont construit une « stratégie de défense de produit », en créant artificiellement un doute scientifique sur la nocivité de cette technologie, afin de protéger leurs intérêts économiques.

On y apprend que les conflits d'intérêt entre ceux chargés des études "scientifiques" et les industriels de la téléphonie sont nombreux, comment les abonnés les plus exposés sont habilement exclus des études (parce que leur abonnement est au nom de leur entreprise par exemple) et comment également on aurait pu faire autrement : des niveaux d'exposition bien plus faibles pour une technologie tout aussi efficace, mais il est vrai un peu plus coûteuse. C'est pourtant le choix qu'ont fait à titre d'exemple la Russie, l'Inde ou encore la Chine, exemples que j'ignorais et que donne le film.

Une émission de G. E. Seralini sur les pesticides, conseillée par *Raymond Zaharia*

Voir <http://e-nautia.com/arzi77/disk?p=5408820> 50 minutes passionnantes, empreintes de la sérénité, de la "force tranquille"... que l'on peut acquérir à force de bosser, à force de creuser une question, et qu'enfin, tout s'éclaire, s'agissant des évaluations bidon des risques des pesticides !

L'endroit où se produit l'entourloupe apparaît ! Pourquoi les analyses de sang des rats sont-elles gardées confidentielles par les industriels ? La question est soulevée à 42'30" après le début, tandis qu'autour de 47', GE S affirme que les méthodes d'évaluation des risques des pesticides sont frauduleuses !

GE S. s'est aussi demandé pourquoi on lui reprochait de ne pas avoir utilisé assez de rats... un propos plutôt étrange, puisque ses manips ont été faites avec autant de rats que les études des industriels, ce qui l'a aidé à "prendre la piste"... et à élucider la fraude. Bonne récup, bonne écoute !

<http://e-nautia.com/arzi77>

Groupes locaux d'Attac 92, empruntez des DVD *Marie Benassi*

Fin 2013, devant la diminution des emprunts de DVD au sein du groupe 2 (Asnières) d'Attac 92, celui-ci a décidé de mettre à disposition d'un autre groupe qui serait intéressé, l'ensemble de son stock, et cela pour une durée suffisante (une année par exemple).

Voici les 18 titres : Capitalisme : A love story; Debtocracy; Gasland; (l')Encerclement; Inside job; Let's make money; de Mémoires d'ouvriers ; les Moissons du futur ; le Monde selon Monsanto ; Nos enfants nous accuseront ;les Nouveaux chiens de garde ; sur les Routes du coton ;le Salaire de la dette ;Solutions locales pour un désordre global ; la Stratégie du choc ; Tous au Larzac ; Water makes money; We feed the world

Merci de vous signaler auprès d'Attac 92 si vous êtes intéressés, et nous prendrons contact avec vous pour vous remettre ce stock.

Organisation d'ATTAC 92

Siège social: chez Eric Colas, 141 avenue Jean Jaurès 92140 Clamart attac92@attac.org

Président d'ATTAC 92 :

Jean-Louis Michniak president.attac92@attac.org

Secrétaire : **Eric Colas** secretaire.attac92@attac.org Secrétaire adjointe : **Sophie Maloberti**

Trésorier : **Hubert Guérinet**

Trésorière-adjointe : **Rosette Kebabdjian**

Fichier : **Nicolas Lasman**

Correspondant Electronique Local : **Jean-Paul Allétru**

Groupe de proximité :

Bagneux : Daniel Monteux **Asnières** : Guy Rodary **Clamart** : Thérèse Villame, Jean-Marie Malo **Courbevoie** : Annie Reynaud

Antony : Florence Lauzier, Hubert Nadin, Agnès Gandon, François Tonnerieux **Clichy** : Jean Quebre, Marthe Chabrol

Colombes : Bernard Kervella, Adda Bekkouche **Genevilliers** : Nelly Viennot **GP Mont Valérien / Nanterre** : Cyril Pocréau

Montrouge : Jean-Paul Allétru; Françoise Leclercq, Jean-Jacques Langlois

Site internet: <http://www.local.attac.org/attac92> (web.attac92@attac.org)

flux rss : <http://local.attac.org/attac92/spip.php?page=backend> TimeLine des actions : <http://local.attac.org/attac92clamart/spip.php?article518>

Angle d'ATTAC 92, le bulletin de ATTAC 92. Les bulletins à partir du numéro 36 sont regroupés dans la rubrique <http://local.attac.org/attac92/spip.php?rubrique111>.

Les archives des numéros 6 à 35 sont consultables ici : <http://local.attac.org/attac92/spip.php?rubrique178> CMM - Citoyen du Monde à

Montrouge Vous trouverez dans la rubrique <http://local.attac.org/attac92/spip.php?rubrique152>, les articles des récents numéros de Citoyen du Monde à

Montrouge à partir du numéro 90. Les archives de 1 à 89 (il manque quelques numéros entre 1 et 7) sont regroupées ici : (...) >

<https://local.attac.org/attac92/spip.php?article2181>

Et il y a de nombreuses notes de lecture à lire sur <https://local.attac.org/attac92/spip.php?article2173>

Bulletin d'adhésion 2014

NOM (en capitales) : **PRENOM :** **Homme / Femme (rayer la mention inutile)**

Date de naissance : **Profession :**

Adresse : **Code postal :** **Ville :** **Pays :** **Téléphone fixe**

Mobile :

Adresse électronique (pour recevoir les informations d'Attac) :

J'adhère à l'association Attac et verse pour l'année civile 2014 la somme (comportant l'abonnement de 10 € à

Lignes d'Attac) de : cochez le montant choisi, en fonction de votre tranche de revenu mensuel (si vous ne souhaitez pas recevoir Ligne d'ATTAC, précisez le et retirez 10 €) :

tranches de revenu mensuel	de 0 à 450 € : 13 €	de 450 à 900 € : 21 €	de 900 à 1 200 € : 35€	de 1 200 à 1 600 € : 48€
	de 1 600 à 2 300 € : 65 €		de 2 300 à 3 000 € : 84 €	de 3 000 à 4 000 € : 120 €
	au-delà de 4 000 € : 160 €			

Il m'est possible d'apporter un soutien complémentaire à l'association : je procède à un apport supplémentaire de

J'effectue le règlement (rayer la mention inutile) :

par chèque bancaire ou postal

par carte bancaire n° :

3 derniers chiffres : date d'expiration :

signature :

A adresser par courrier à ATTAC, Attac, Service adhésions, 60643 Chantilly cedex – France Pour tout renseignement, téléphoner au 01 56 06 43 60
Les informations recueillies sont nécessaires à votre adhésion. Elles font l'objet d'un traitement informatique et sont destinées au secrétariat de l'association. En application de l'article 34 de la loi du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit, veuillez vous adresser au siège d'Attac France.

Angle d'ATTAC, ATTAC92, chez Eric Colas, 141 avenue Jean Jaurès 92140 Clamart Resp. de la publication : Jean-Louis Michniak (attac92@attac.org)